

Je tiens à exprimer, par la présente, ma **vive opposition** au projet d'aménagement de la RN164 en 2x2 voies entre Caurel et le Colmain, tel que présenté dans les documents mis à la consultation publique. Ma contribution se fonde sur une analyse rigoureuse du dossier d'étude d'impact et sur plusieurs décisions récentes de jurisprudence administrative concernant des projets d'infrastructures similaires.

1. Un dossier d'étude d'impact incomplet et contestable juridiquement

L'**étude d'impact** ne fournit pas une évaluation complète et actualisée de l'ensemble des espèces protégées présentes sur le tracé, alors même que l'Autorité environnementale (pièce F) a souligné la nécessité d'effectuer des inventaires complémentaires.

👉 Or, l'**article L.122-1 du Code de l'environnement** impose que le maître d'ouvrage fournisse une évaluation exhaustive des impacts prévisibles, notamment sur la biodiversité. L'absence de ces compléments rend la décision prématurée et fragilise la validité juridique de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) qui en découlerait.

2. Une atteinte grave aux milieux naturels, zones humides et corridors écologiques

Le projet entraînerait :

- La **destruction de plus de 4 000 mètres de haies bocagères** (source : étude indépendante Less Béton),
- L'artificialisation de **plus de 4 hectares de zones humides**, pourtant reconnues comme zones sensibles en matière de biodiversité et de régulation des crues,
- La **fragmentation de corridors écologiques** utilisés par plusieurs espèces protégées (amphibiens, chauves-souris, insectes...).

❗ Ces impacts, non compensés à hauteur équivalente à ce jour, contreviennent aux exigences du Code de l'environnement (L.411-1 et suivants) relatives à la protection des espèces protégées et à l'obligation de compensation réelle, mesurable et localisée.

La **jurisprudence du Conseil d'État** (CE, 18 nov. 2022, A304) a rappelé que l'absence de compensation écologique crédible peut entraîner l'annulation d'un projet routier, même en phase avancée.

3. Une justification d'utilité publique faible au regard des atteintes portées

Le gain de temps annoncé (moins de 2 minutes sur le tronçon concerné) ne justifie pas une opération aussi lourde financièrement, écologiquement et socialement.

⚠ Dans la décision de justice concernant l'A69 (Cour admin. Toulouse, juin 2024), l'absence de **raisons impératives d'intérêt public majeur (RIIPM)** a entraîné l'annulation de l'autorisation

environnementale. Le cas présent soulève les mêmes doutes : pas d'urgence démontrée, pas de saturation du trafic, pas d'alternative douce réellement évaluée.

4. Des conséquences agricoles et hydrologiques sous-estimées

Le projet prévoit :

- L'emprise sur **plus de 50 ha de terres agricoles** (source : DREAL, pièce E4-3),
- La proximité de la voie avec plusieurs exploitations et habitations rurales,
- Le passage sur des **zones humides sensibles** sans étude hydrologique approfondie (Pont Quéméner, vallée du Blavet), ce qui pourrait accentuer les remontées d'eau ou modifier le régime des nappes phréatiques.

Ces impacts ne sont ni compensés, ni sérieusement étudiés dans le dossier, ce qui contrevient à l'article L.211-1 du Code de l'environnement.

5. Conclusion et demandes

En conséquence, je demande que le projet, en l'état, **ne soit pas déclaré d'utilité publique**, pour les motifs suivants :

1. **Étude d'impact manifestement incomplète** (espèces protégées, hydrologie, bruit),
2. **Absence de justification convaincante** du choix de la variante nord,
3. **Mesures compensatoires insuffisantes**, non détaillées ni chiffrées,
4. **Absence de démonstration de RIIPM**, alors que les atteintes à l'environnement sont graves,
5. **Atteintes durables** aux terres agricoles, au cadre de vie des riverains et à la biodiversité locale.

Je demande que :

- Des **inventaires écologiques complémentaires** soient réalisés avant toute décision,
 - Une **étude hydrologique complète** soit menée pour analyser l'effet digue du tracé,
 - Des **alternatives moins destructrices** soient sérieusement étudiées,
 - Le projet soit **suspendu** tant que les obligations du Code de l'environnement ne sont pas remplies.
-

En espérant que cette contribution, fondée sur le droit, la raison et le respect de la nature, soit prise en compte dans le rapport final de la concertation.